Bonne année Le réseau des instituts des filières animales et végétales

L'innovation passe par le réseau des ITA dans le cadre de l'ACTA et de l'ACTIA



EDITO Guillaume GAROT ministre délégué à l'agroalimentaire

"Nous vivons la fin d'un cycle agricole et agroalimentaire, celui issu de la pensée agrarienne de l'immédiat après-guerre. Il a permis d'atteindre les objectifs qui lui étaient assignés : nourrir l'Europe. Mais il n'est plus adapté aux besoins actuels. Le défi alimentaire du XXIº siècle impose à tous les acteurs une révision des modèles productifs, pour produire plus et produire mieux. C'est ce que j'appelle le défi vert de l'agroalimentaire, qui ne sera relevé que si nous accentuons l'effort convergent de recherche tout au long des filières en lien avec la démarche "produisons autrement" engagée par Stéphane LE FOLL.

Le défi vert est une véritable opportunité pour notre industrie agroalimentaire. D'abord parce qu'il oblige à appréhender objectivement la réalité, et à envisager une recherche systémique nouvelle en révisant nos schémas de pensée. Ensuite parce qu'il est source de dynamisme justement par l'innovation qu'il impose à tous, pour être plus performants et concilier les performances économiques, sociales et environnementales.

C'est aussi par l'innovation que nous améliorerons encore la qualité et la sécurité sanitaire de nos produits, ferment de la reconnaissance de l'excellence agroalimentaire française dans le monde.

Le pacte de compétitivité jouera un rôle essentiel dans cet effort de recherche. Le Gouvernement prendra aussi ses responsabilités en conduisant une politique résolument tournée vers le changement des pratiques. Car les entreprises les plus innovantes, celles qui ont pu dégager des marges pour investir dans la recherche, la modernisation des process de production, sont celles qui peuvent aujourd'hui globalement le mieux affronter la crise, réagir rapidement et se développer. C'est l'enjeu qui nous attend."

ACTIA : Association technique pour l'industrie agro-alimentaire

Sommaire

Page 1 :

Édito: Guillaume Garot, ministre délégué à l'agroalimentaire Dossier: L'engagement des Instituts techniques agricoles (ITA) en faveur de la protection intégrée des cultures

Page 2:

Dossier suite – Focus : Le rôle de la recherche appliquée dans la politique de R&D européenne. – Interview : Dominique Potier, député de Meurthe et Moselle – Rencontre avec Emmanuelle Soubeyran chef de projet Écophyto au ministère en charge de l'agriculture.

Page 3

Le point sur Le RMT "Bien-être animal et systèmes d'élevage": pluridisciplinaires et appliqué – Interviews: Luc Mirabito, animateur du RMT "Bien-être animal et systèmes d'élevage" et chef de projet à L'Institut de l'Élevage et Marcel Deneux, sénateur de la Somme – Territoire: La station ARVALIS-Institut du végétal de Villers Saint-Christophe (02) – Interviews: Jean-Paul BORDES, directeur du département Recherche et Développement

Page 4:

Agenda – Événements – Actualité des instituts.

Directeurs de la publication :

Jean-Pierre Darvogne
Philippe Lecouvey
Rédactrice en chef:
Marie-Christine Sela-Paternelle
Comité de rédaction:
Aude Coulombel - Valérie Fleury
Bruno Gaudin
Xavier Gautier - Mathieu la Fay
Steven Le Quellenec
Christine Moulin, Anne-Marie Paulais
Mise en page: IFIP-institut du porc
Conception: Com'Publics
ISSN 1964 - 4574

Dossier

L'engagement des Instituts techniques agricoles (ITA) en faveur de la protection intégrée des cultures

Alors que l'utilisation de la lutte chimique dans la protection des cultures est de plus en plus remise en cause par la société et que, pour les agriculteurs, les réglementations récentes restreignent l'accès aux produits phytopharmaceutiques, le 7 décembre dernier, le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt a ouvert ÉcophytoPIC, le premier portail sur la protection intégrée des cultures dédié aux professionnels du secteur agricole. Développé en partenariat avec l'ACTA, le réseau des instituts des filières animales et végétales et en étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires du plan Écophyto, cette plateforme Web a vocation à devenir la référence nationale des méthodes alternatives à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans la production agricole.

Combinant les différentes méthodes de lutte contre les ennemis des cultures (physiques, chimiques, biologiques) pour réduire l'utilisation des produits phytosanitaires, la protection intégrée favorise les mécanismes de protection, réduisant ainsi les risques pour la santé humaine et l'environnement. Connue depuis une cinquantaine d'années, elle suscite aujourd'hui beaucoup d'intérêt pour la mise en place d'une agriculture écologiquement et économiquement performante.

ÉcophytoPIC : une plateforme sur la protection intégrée

Destinée aux professionnels du monde agricole (agriculteurs, conseillers, formateurs) la plateforme ÉcophytoPIC qui vient d'être mise en ligne sur le site du ministère en charge de l'agriculture rassemble l'ensemble de l'information disponible sur la protection intégrée des cultures . C'est aussi un outil de diffusion facile d'accès et ouvert à tous. Le portail propose deux approches complémentaires : l'une transversale, l'autre par filière. Trois grandes filières sont d'ores et déjà accessibles : grandes cultures, arboriculture, cultures légumières. Trois autres seront mises en ligne courant 2013 : viticulture, horticulture et plantes à parfum, aromatiques ou médicinales et enfin cultures tropicales. ÉcophytoPIC agrège l'ensemble des connaissances disponibles notamment réglementaires sur la protection intégrée des cultures : surveillance des bio-agresseurs, revue de presse, agenda, témoignages des professionnels. Le portail propose également des outils d'aide à la décision, et des informations sur la formation, les éditions, l'innovation, la recherche dans ce domaine. L'enjeu est d'inciter

les professionnels du secteur agricole à repenser les conduites culturales en privilégiant les méthodes qui présentent le plus faible risque pour la santé humaine et l'environnement.



FOCUS

Le rôle de la recherche appliquée dans la politique de R&D européenne.

À l'interface entre recherche et conseil, l'ACTA et les 14 Instituts techniques agricoles occupent un positionnement élargi dans les projets européens, depuis un rôle d'acteur de la R&D jusqu'au transfert des résultats. Les ITA entretiennent des collaborations multiples et variées via leur participation à des projets relevant de différents programmes européens ainsi qu'à des réseaux européens.

À l'horizon 2020, la France doit peser sur les futures politiques européenne de R&D. C'est une priorité. La place accrue de la recherche appliquée dans le programme 2007-2013 "Appel à projet recherche" représente déjà une évolution positive. La place dévolue à la diffusion, va croissant, et le taux minimal de participation des PME dans les projets aussi, ce qui augmente le nombre de sujets intéressant les ITA. Cette tendance va s'intensifier dans la période de programmation 2014-2020, marquée par la stratégie Europe 2020, dont l'une des 7 initiatives phares, "l'Union de l'innovation" vise à stimuler l'innovation en Europe. Cette initiative prévoit de créer des "Partenariats Européens de l'Innovation (PEI)" publicsprivés, afin d'accélérer l'entrée sur le marché des produits et services novateurs.

La DG Agri a lancé le "PEI agriculture productive et durable" ciblé sur les agriculteurs mais aussi la compétitivité du territoire et les PME. Cette ouverture des projets de R&D agricole à de nouveaux fonds va permettre un meilleur maillage territorial des projets, notamment à l'échelle régionale mais aussi transfrontalière et transnationale. Résolument plus tourné vers l'innovation, le programme "Horizon 2020" mais aussi d'autres fonds comme le FEADER* et le FEDER** entre lesquels les synergies seront renforcées, devraient financer des projets collaboratifs de recherche appliquée, des clusters, des pilotes de démonstration, mais également des expérimentations en exploitation et des infrastructures ainsi que des activités de transfert des connaissances. Ces évolutions vont dans le sens du cœur d'activité des ITA.

*FEADER : Fonds européen agricole pour le développement rural **FEDER : Fonds européen de développement régional

L'ACTA, le réseau des instituts des filières animales et végétales et les Instituts techniques agricoles (ITA) : une participation stratégique aux programmes européens

Interview



Dominique Potierdéputé de Meurthe et Moselle

La protection intégrée des cultures va de pair avec la recherche d'un modèle agricole plus équilibré.

Cette approche technique porte la promesse réaliste d'une nouvelle frontière dans la réduction de l'usage des produits phytosanitaires et permet d'envisager, par son adaptation aux milieux, des marges économiques inaccessibles dans la standardisation des techniques. Ces recherches sont pertinentes car elles capitalisent des savoirs pluridisciplinaires et suscitent un dialogue entre les différentes expériences vécues sur le terrain de l'agriculture biologique, durable ou raisonnée. Cette nouvelle donne suppose des efforts significatifs dans la connaissance des écosystèmes car, pour l'heure, l'approche "systémique" est le parent pauvre des programmes privés comme publics.

Ma conviction est que les perspectives ouvertes par la protection intégrée seront d'autant plus fortes qu'elles s'inscriront dans un modèle agricole nouveau. La PAC (Politique agricole commune) doit mettre le cap sur des systèmes diversifiés dont la cohérence agronomique génère à la fois une valeur ajoutée et le respect du "capital nature". Le défi est grand car la mise en œuvre de techniques fines et adaptées colle mal avec les logiques d'agrandissement et de simplification dopées, tantôt par les aides, tantôt par le marché. Ces choix politiques que nous préconisons forment le cadre et le creuset d'une agronomie dont la mise en œuvre s'appuiera sur une palette de solutions techniques non exclusives les unes des autres.

Dossier suite...

L'engagement des Instituts techniques agricoles (ITA) en faveur de la protection intégrée des cultures

Élaborer de nouveaux systèmes de cultures combinant les méthodes de lutte : un enjeu pour les Instituts techniques agricoles

Les Instituts techniques agricoles sont fortement engagés sur ces thématiques qui visent à remettre l'agronomie au cœur de la production. La protection intégrée constitue en effet un enjeu en termes de créations de pratiques innovantes et d'accompagnement des agriculteurs vers des systèmes plus diversifiés. Tous les instituts techniques impliqués dans les filières végétales* travaillent à mettre au point des systèmes de culture porteurs d'innovation aux niveaux de la plante, de la parcelle, de l'exploitation, du territoire. Il s'agit, en effet, de passer d'une protection phytosanitaire des plantes basée sur une protection chimique raisonnée à une protection intégrée qui combine plusieurs méthodes telles que le recours à des variétés tolérantes aux maladies, de nouvelles rotations, de nouvelles techniques de désherbage, à l'utilisation raisonnée des produits chimiques, à l' utilisation de produits alternatifs, au recours accru à la prévention etc.

Dans le cadre du plan de réduction des produits phytosanitaires, Écophyto, l'ACTA, le réseau des instituts des filières animales et végétales est fortement impliqué dans l'Action Déphy-expé. qui rassemble 20 projets d'expérimentation "systèmes" dont 13 sont pilotés par des Instituts techniques agri-





coles. Ainsi, le projet "Déphy- expé. Fraise" se déroulera entre 2013 et 2018. Il aura pour objectif de combiner un ensemble de méthodes alternatives pour parvenir à une suppression maximale des interventions chimiques dans la protection biologique intégrée des fraises sous abris et sur substrat organique (40% de la production actuelle de fraises). En filière viticole, le projet Écoviti visera à produire des systèmes de cultures innovants à faible niveau d'intrants.

L'iteipmai (institut technique des plantes à parfum, médicinales et aromatiques) grâce à son expertise en matière de veille, produit en collaboration avec 12 partenaires, une newsletter inter-filières sur les méthodes alternatives en protection des

cultures. La diffusion libre par les différents organismes et leurs réseaux permet à tous les acteurs des filières végétales de bénéficier d'une information récente et innovante.

Par ailleurs, l'ACTA a participé au réseau d'excellence Endure dont l'objectif est de partager et de capitaliser les expériences au niveau européen et participe au projet "Pure" (Pesticide Use and Reduction in Europe).

* ANITTA (Association nationale interprofessionnelle technique du tabac), ARVALIS-Institut du végétal, l'ASTREDHOR-Institut technique de l'horticulture, le CETIOM (centre technique interprofessionnel des oléagineux et du chanvre), le Ctifl (Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes), l'ITB (Institut technique de la betterave), l'IFV (Institut français de la vigne et du vin), l'iteipmai (Institut technique interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales), ITSAP - Institut de l'abeille, l'UNIP (Union nationale interprofessionnelle des plantes riches en protéines) et l'Institut de l'Élevage pour la production fourragère.

Rencontre avec Emmanuelle Soubeyran

© DR

Emmanuelle Soubeyran

Chef de projet Écophyto au ministère en charge de l'agriculture

Le portail ÉcophytoPIC vient d'être mis en ligne. Qu'en attendez vous ?

Le portail ÉcophytoPIC, dont nous avons confié la conception et la coordination à l'ACTA doit être l'outil Internet de référence sur la protection intégrée des cultures. L'enjeu principal aujourd'hui est de diffuser les informations disponibles, afin que la ferme France puisse s'engager dans la modification de ses systèmes. Ce portail s'inscrit dans l'un des axes stratégiques du projet agro-écologique pour la France présenté par le ministre de l'agriculture ainsi que dans le cadre d'actions du plan Écophyto qui visent à recenser et diffuser les méthodes économes en produits phytopharmaceutiques. Il s'agit d'animer, filière par filière, avec l'apport de l'ensemble des partenaires, une plateforme de référence pour les agriculteurs, les conseillers et tous les formateurs, notamment Certiphyto, pour les aider à réduire l'usage des produits phytosanitaires.

Comment ce nouveau portail s'inscrit-il dans le cadre plus large du plan Écophyto?

La réglementation communautaire est claire. Les États membres doivent favoriser la mise en œuvre de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et en rendre compte à la Commission avant le 30 juin 2013. L'objectif, comme l'indique la directive, est de promouvoir une lutte à faible apport en pesticides. Le portail Écophyto-PIC doit donc permettre aux agriculteurs de trouver des solutions pratiques de mise en application de la protection intégrée, combinaison de différentes méthodes de lutte (physiques, chimiques et biologiques) afin de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires, de favoriser les mécanismes naturels de protection et ainsi, de diminuer les risques pour la santé humaine et l'environnement.

Comment va vivre ce portail?

La gouvernance garantit le respect des objectifs du plan Écophyto, elle associe l'ensemble des partenaires, avec un Comité de pilotage, un Comité scientifique et technique s'appuyant sur un Club d'utilisateurs, et enfin une équipe opérationnelle régie par une convention entre le Ministère chargé de l'Agriculture et le maître d'œuvre (ACTA et les Instituts techniques agricoles). Afin d'enrichir les contenus, le site est ouvert à l'ensemble des partenaires du plan. Les contributions permettront une mise à jour continuelle du portail pour que les agriculteurs, conseillers et formateurs disposent d'un site vivant et utile au plus grand nombre.

Le point sur Le Bien-être animal

Le RMT "Bien-être animal et systèmes d'élevage" : pluridisciplinaires et appliqué

Depuis une vingtaine d'années, sous l'impulsion des institutions européennes et de différentes organisations non gouvernementales, la question du bien-être animal a été posée avec de plus en plus d'acuité à toutes les filières de productions qui y répondent en s'inscrivant dans une perspective plus générale de durabilité des systèmes et de qualité des produits

Labellisé en 2008, le réseau mixte technologique (RMT) "bien-être animal et systèmes d'élevage" constitue une structure pérenne d'échanges pluridisciplinaires entre ses 60 membres. Les trois principaux Instituts techniques agricoles dédiés aux productions animales : l'Institut de l'élevage pour les herbivores, l'ITAVI (Institut technique de l'aviculture), l'IFIP-Institut du porc sont fortement impliqués dans ces programmes aux côtés de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) et de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation de l'environnement et du travail (Anset), de plusieurs chambres d'agriculture ainsi que d'établissement d'enseignement et de formation. Il s'intéresse à toutes les productions animales de l'élevage au consommateur.

Pour les acteurs de la recherche et du développement, les principaux enjeux sont d'une part, de mettre au point des référentiels d'évaluation du bien-être animal scientifiquement fondés, techniquement et socialement acceptables, d'autre part d'élaborer des systèmes d'élevage innovants et enfin, d'accompagner les filières de production dans le changement. Pour répondre à ces enjeux, le programme de travail du RMT "Bien-être animal et systèmes d'élevage" est construit au tour de trois grands axes l'évaluation du bien-être, l'évolution des conditions d'élevage et d'abattage, la formation, les actions d'information et de sensibilisation.



Interview

Luc Mirabito

animateur du RMT "Bien-être animal et systèmes d'élevage" et chef de projet à l'Institut de l'Élevage



Quels sont les principaux thèmes de recherche du RMT que vous animez ?

Le RMT "Bien-être animal et systèmes d'élevage" s'intéresse à des sujets aussi divers que l'évaluation en routine du bien-être de l'élevage à l'abattoir, les relations homme-animal vues autant du point de vue de l'animal que de l'homme (collaboration avec le "RMT Travail en élevage"), la prévention des douleurs. Nous avons de fortes préoccupations autour de la formation et de l'enseignement, notamment initiale, qui pose des questions nouvelles à la plupart des partenaires du RMT.

Pouvez-vous nous donner quelques résultats récents liés à l'évolution de la réglementation ?

Depuis le 1^{er} janvier 2012, une directive européenne interdit le logement des poules pondeuses dans des cages standard. Dix ans d'expérimentation ont permis aux partenaires du RMT de faire des propositions concrètes de cages aménagées qui sont devenues des modes de logement fréquents dans les élevages. De même, une nouvelle directive européenne impose le logement en groupe des truies gestantes à partir du 1er janvier 2013, les membres du RMT ont produit des fiches techniques pour aider les éleveurs à maintenir leurs performances avec ce type de logement.

Et pour demain?

En matière de bien-être animal, les prochaines années seront marquées au niveau européen par le projet de loi cadre sur le bien-être animal. Le RMT, par son action autour des questions de l'évaluation du bien-être animal, a déjà abordé cette question en invitant notamment un représentant de la DG Sanco à s'exprimer dans le cadre d'une session d'information en 2011. Nous poursuivrons par un travail en relation avec les filières ou dans le cadre de réseau européen nos échanges sur le sujet et une démarche prospective pour mieux cerner les nouveaux enjeux.

Mais au-delà de cette dimension européenne et politique de la thématique, c'est au travers d'actions concrètes avec les acteurs des filières que le RMT est source de synergie entre ses partenaires. Ainsi, l'accompagnement des éleveurs dans la prise en charge des douleurs animales, le développement d'une méthodologie d'évaluation conjointe des conditions de travail et du bien-être animal ou la production de documents socles et de réflexions autour de la didactique pour l'enseignement initial constituent, autant d'exemples, d'actions collectives issues de "l'incubateur" RMT "Bien-être et systèmes d'élevage".

Territoire

La station ARVALIS-Institut du végétal de Villers Saint-Christophe (02) au service de la filière

pomme de terre

Depuis le 1er janvier 2008, ARVALIS-Institut du végétal travaille en étroite collaboration avec les trois interprofessions : le CNIPT (Comité National Interprofessionnel de la Pomme de Terre) pour le marché du frais, le GIPT (Groupement Interprofessionnel pour la valorisation de la Pomme de Terre), pour la transformation et le GNIS (Groupement National Interprofessionnel des Semences et plants), au sein duquel la production de plant de pomme de terre est représentée par la FN3PT (Fédération nationale des productions de plants de pommes de terre) et les trois établissement publics régionaux (EPR Comité Nord, EPR Bretagne Plants et Grocep). L'activité pommes de terre d'ARVALIS, régionalement centrée sur la station de Villers St Christophe, profite également des laboratoires de la station de Boigneville (91). Les activités pommes de terre de l'Institut s'inscrivent dans le contrat d'objectif 2009/2013 de l'ACTA et bénéficient, outre le financement professionnel, d'aides du Casdar et de FranceAgriMer. Elles sont certifiées Iso 9001 version



Interview



Marcel Deneux

sénateur de la Somme

1) Les réglementations BEA (Bien-être animal) se multiplient (transport des animaux de ferme,

conditions dans les élevages), que pensez-vous de ces réglementations successives?

Il faut comprendre que le concept de "bien-être animal" est beaucoup plus répandu dans les sociétés anglosaxonnes et cela n'est pas, en France, historiquement

Pour que ces réglementations soient justifiées et comprises, le dialogue doit lier les différentes catégories de citoyens avec ceux qui pratiquent la nature.

Ce sont des concepts qu'il faut approfondir, il y a une réelle importance pesant sur les pouvoirs publics qui sont amenés à prendre des décisions.

Cette problématique est récente et demande des nouvelles connaissances à acquérir.

2) L'ACTA et ses instituts des filières animales doiventils travailler sur les conditions de vie des animaux ?

Dans le monde de l'élevage, la notion de "bien-être anima" vient de deux courants complémentaires, d'une part de l'évolution même de l'élevage au travers de l'industrialisation et d'autre part de l'évolution du statut de l'animal en tant qu'être sensible. Il est primordial que L'ACTA et ses instituts travaillent sur ces deux notions.



Outre l'évakuation du bien-être, les instituts s'intéressent également

3) En tant que Sénateur, quelle vision avez vous concernant le bien-être animal?

On ne peut pas se désintéresser des exigences sociétales mais il faut bien distinguer les choses. Il ne faut pas mélanger les interrogations et trouver un équilibre entre les uns et les autres. Je constate que les éleveurs ont eu jusqu'à aujourd'hui une attitude pondérée et constructive sur le bien-être animal.



Jean-Paul BORDES

chef du département Recherche et Développement responsable des activités pomme de terre

Quelles sont les missions de la station de Villers St Christophe (02)

Modéliser pour lutter contre le mildiou de la pomme de terre

Depuis de nombreuses années, ARVALIS-Institut du végétal travaille sur la modélisation de la principale maladie de la pomme de terre, le mildiou. Ainsi, l'outil d'aide à la décision Mileos® mis en ligne sur Internet, permet de n'intervenir que si nécessaire. Il chiffre à tout moment le 'risque mildiou' des parcelles selon la météo, la variété, les dates de plantation et de levée, l'état sanitaire autour de la parcelle et les interventions réalisées (traitements et irrigations). De nouvelles démarches prospectives se penchent sur l'impact de l'architecture des plantes sur la propagation de la maladie. En 2002, près de 40 000 ha de pommes de terres en France ont bénéficié du

Optimiser le stockage et la conservation des pommes de terre : des outils et une expertise reconnue

nouveaux locaux inaugurés en avril 2011 sur la sta tion, ARVALIS -Institut du végétal est très actif sur l'optimisation des méthodes de conservation des pommes de terre. Ses travaux sur le contrôle de la germination ont par exemple contribué à l'homologation de deux produits d'origine naturelle, acceptés dans les cahiers des charges de l'Agriculture Biologique : l'huile de menthe en octobre 2010 et l'éthylène en novembre 2011. L'expertise de l'Institut est également reconnue pour l'aspect bâtiment. Ainsi, FranceAgri-Mer l'a nommé expert national auprès de la Commission d'examen des dossiers pour l'octroi d'aides financières pour la construction et l'aménagement de bâtiments de stockage de pommes de terre. Au printemps 2012, plus de 100 dossiers ont été examinés par l'Institut avant que la Commission Administrative de FranceAgriMer ne prenne la décision finale de l'attribution des aides.

L'Agenda

Colloque de restitution Écophyto - recherche organisé par le GIS Relance agronomique, les 28 et 29 janvier 2013 à PARIS (75)

4èmes entretiens Vigne Vin Languedoc-Roussillon organisés par l'IFV, le 31 janvier 2013 à Narbonne (11)

Journées de la recherche porcine co-organisée par l'IFIP-Institut du porc du 5 au 6 février 2013 à Paris (75)

Journées de la recherche apicole, organisées par l'ITSAP-Institut de l'abeille, les 6 et 7 février 2013 à Paris (75)

Journée technique "Engraissement des mâles et des femelles", organisée par l'Institut de l'Élevage le 12 février 2013 à Paris XIV (75)

Rencontre technique apiculture biologique Ctifl/ITAB, le 14 février 2013 au centre de lanxade (24)

Stand ACTA-ITA sur l'Univers des sens au SIA du 23 février au 3 mars 2013, hall 4, N°100, allée B, Paris Expo (75)

Espace des Bonnes Pratiques agricoles et le pôle des ITA au SIMA du 24 au 28 février 2013 à Villepinte (95)

10èmes journées de la recherche avicole et palmipèdes à foie gras co-organisées par l'ITAVI, du 26 au 28 mars 2013 à La Rochelle (17)

Journées européennes protection des plantes en AB, organisées par l'ITAB les 9 et 10 avril 2013 à Paris (75)

ÉVÉNEMENTS



L'ACTA et les ITA aux 8^{èmes} Rencontres parlementaires s ur l'Agriculture durable le 4 décembre 2012 à Paris (75) de droite à gauche : François Burgaud (GMIS), Jean-Pierre Darvogne, directeur générale de l'ACTA, Pascal GOT, député de Gironde



Inauguration des 6^{emes} journées internationales Potatoeurope organisées par ARVALIS-Institut du végétal les 12 et 13 septembre à Villers St Christophe (02)



Récompense exceptionnelle pour un outil web de l'IFIP-Institut du porc «Charcutisim » : un Innov'Space *** remis par le Ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll. Cet outil permet aux éleveurs de simuler la rentabilité d'un projet de vente en circuit court de produits du porc transformés à la ferme (accessible gratuitement sur ifip.asso.fr).



Les ITA 2012 au Sommet de l'élevage du 3 au 5 octobre à Cournon-Clermont Ferrand (63)

ACTUALITÉ des instituts

Filières végétales

Projet Aseeds II : une solution innovante pour les semences de blé et de maïs

Aseeds II, projet collaboratif dont le budget global est de 5 millions d'euros, vient de bénéficier d'un financement par le Fonds unique interministériel (FUI) mis en place par l'État et le pôle de compétitivité Végépolys. Porté par Limagrain Europe, il rassemble outre cinq autres partenaires professionnels, ARVALIS-Institut du végétal et la Fédération des agriculteurs multiplicateurs de semences ainsi que quatre équipes de recherche. L'objectif est d'identifier des solutions innovantes de traitement des semences de blé et de maïs. Un véritable enjeu pour la France qui est le 1er exportateur mondial de semences de grandes cultures.

2^{ème} carrefour de l'innovation pour les oléagineux : préserver l'environnement et la santé

L'institut technique des oléagineux et du chanvre (CETIOM), l'Institut des corps gras (ITERG) et l'interprofession des oléagineux (ONIDOL) ont organisé, le 9 octobre 2012, le 2ème Carrefour de l'innovation pour les oléagineux pour présenter les derniers résultats des travaux de recherche soutenus par le ministère de l'agriculture et FranceAgriMer: amélioration des bilans énergie et gaz à effet de serre, alternatives aux herbicides pour le colza, valorisations non alimentaires, qualité des graines, huiles et coproduits, bénéfices santé vis à vis des affections cardio-vasculaires et du vieillissement cérébral. Les actes du colloque sont en ligne sur www.inra.fr/ciag

Production des légumes biologiques : quelle protection, quelle fertilisation ?

Le Ctifl (Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes) a co-organisé avec l'ITAB (Institut technique de l'agriculture biologique), le jeudi 27 septembre 2012, sur son centre de Lanxade (Dordogne), une rencontre dédiée à la production de légumes biologiques. Parmi les sujets abordés : le biocontrôle avec l'utilisation de produits alternatifs ou d'auxiliaires mais aussi la fertilité du sol en lien avec l'actualité de la directive nitrates, et la gestion des bioagresseurs du sol. Près de 70 participants étaient présents à ces rencontres, de différentes origines professionnelles : services techniques, instituts de recherche, distribution, exploitants agricoles, enseignement, etc

Filières animales

Élevage des ruminants : convivialité et recherche aux 19èmes journées 3R

Fruit d'un partenariat étroit entre l'Institut de l'Élevage et l'Inra, les rencontres 3R (Rencontres autour des Recherches sur les Ruminants) ont réuni pendant deux jours près de 850 personnes au centre des congrès de Paris-La Villette autour de la recherche appliquée sur l'éle-



vage des ruminants. Parmi les thèmes de cette année, on retiendra : "Concilier environnement et production" mais aussi "Innovations et simplifications des systèmes d'élevage". Deux importants programmes de recherche ont fait l'objet de symposium satellites : Genesys sur l'influence de la génétique, de la conduite du troupeau et de leurs interactions en systèmes laitiers et Salinov sur la conduite hivernale en plein air des troupeaux allaitants.

adresses du site 3R : http://www.journees3r.fr/

Michel Prugue nouveau président, Anne Richard nouvelle directrice générale de l'Itavi

Michel Prugue, producteur de volailles dans les Landes, a été élu président de l'ITAVI (Institut technique de l'aviculture) le 25 septembre 2012. Il succède à Eugène Schaeffer. Le 16 janvier 2013 c'est Anne Richard qui a rejoint l'ITAVI en qualité de directrice générale. Après 10 ans passés à la Maison du Lait où elle était directrice économie et qualité au Cniel (Centre national interprofessionnel de l'économie laitière), elle succède à Philippe Le Loup.





du réseau

Le bâtiment d'élevage à basse consommation d'énergie (BEBC)

Pour des raisons politiques, économiques et environnementales, les filières animales souhaitent maîtriser les consommations d'énergie dans les bâti-



ments d'élevage. Les trois fillères (ruminants, porcs, volailles) se sont attachées dans un premier temps à définir les bâtiment d'élevage à basse consommation d'énergie (BEBC) et à identifier les solutions techniques actuellement disponibles. Dépliant 8 pages coproduit en septembre 2012 par IFIP - Institut du porc, Idèle, Itavi et les Chambres d'agriculture de Bretagne, Pays de Loire et Bourgogne, avec la contribution du CasDAR (en téléchargement gratuit sur www.ifip.asso.fr, www.idele.fr et www.itavi.asso.fr)

ACTA, tête de Réseau

Associer productions animales et végétales pour des territoires agricoles performants

L'ACTA a co-organisé avec l'Inra le carrefour de l'innovation agronomique organisé par l'Inra à Poitiers le 24 octobre 2012. L'objectif de ce colloque était d'évaluer des systèmes innovants associant plus étroitement les productions animales et végétales à différentes échelles territoriales pour limiter les problèmes environnementaux, préserver la qualité des sols et la biodiversité. Cette journée a également permis d'analyser les conditions de la réussite des systèmes de polyculture élevage capables d'assurer le revenu des exploitants et de maintenir la compétitivité des filières. Un séminaire d'échanges prospectifs devrait suivre en avril à Toulouse.

2^{ème} journée de restitution des programme CasDAR 2007

Près de 170 personnes ont assisté à la journée de restitution des 32 projets lauréats du CasDAR 2007 "Innovation et partenariat", organisée par le ministère en charge de l'agriculture et le GIS Relance agronomique le 4 décembre à Paris. Dix projets ont fait l'objet d'une présentation orale, ils portent sur la recherche de systèmes de cultures plus durables, ils s'intéressent à l'évaluation environnementale des systèmes de production, à la biodiversité et à de nouveaux réseaux d'expérimentation et de conseil pour les agriculteurs. Les power point des 10 projets sont en ligne sur le site www.gis-re-lance-agronomique.fr/Journees-CASDAR/Journee-Casdar-2007

Polinov : vers des systèmes de cultures plus favorables aux abeilles

L'ACTA, le réseau des instituts des filières animales et végétales, en collaboration avec l'Inra et l'Itsap-Institut de l'abeille, a organisé, jeudi 29 novembre, à Poitiers, une journée de restitution du projet de recherche Polinov consacré aux interactions entre les abeilles domestique et pollinisateurs sauvages et les grandes cultures. Des systèmes innovants proposent une réduction de l'utilisation des insecticides voire une interdiction des plus toxiques et l'implantation de couverts végétaux produisant du nectar et du pollen



; les prairies, les arbres et les haies sont également favorisés. Il faut désormais tester leur acceptabilité dans les exploitations agricoles. les actes du colloque Polinov sont disponibles sur : www.acta.asso. fr/2d=8051

Séminaire de réflexion stratégique sur le contrat d'objectifs ACTA-ITA 2014-2020

Les présidents et directeurs des instituts techniques agricoles (ITA) se sont réunis les 6 et 7 décembre pour conduire une réflexion sur les priorités stratégiques du contrat d'objectifs ACTA-ITA 2014-2020. Les principaux partenaires de la recherche –formation – développement ont pris part aux débats : l'Inra, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, l'ACTIA (Association technique pour l'industrie agro-alimentaire), l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, Coop de France. Tous ont affirmé leur volonté de synergies opérationnelles avec le réseau des ITA en cohérence avec les orientations du ministère chargé de l'agriculture.

Le ministère en charge de l'agriculture a fait connaitre par l'arrêté du 19 décembre 2012 que la qualification de l'ACTA était reconduite en tant que structure nationale de coordination des instituts techniques agricoles. La liste des ITA qualifiés est disponible sur le site http://agriculture.gouv.fr/Arrete-relatif-a-la-qualification,19810